



CLIMAT

Pour l'agriculture, responsabilité partielle... incrimination totale !

Au niveau mondial agriculture et déforestation seraient responsables de 24 % des émissions de gaz à effet de serre (GES)¹.

Néanmoins les **données présentent des différences remarquables selon les sources** consultées. Le fait qu'elles varient au sein d'une fourchette non négligeable montre qu'il faut les manier avec beaucoup de précautions plutôt que les présenter comme des vérités scientifiques incontestables pour contribuer au **procès à charge de l'agriculture**, en oubliant que l'agriculteur peut être la première victime du changement climatique et qu'il a donc tout intérêt à préserver son principal outil de travail : la terre. Un **agriculteur responsable** ne tire aucun bénéfice à employer des méthodes de production hautement polluantes.

Prétendre que l'agriculture contribue au « réchauffement » climatique n'a guère de sens, avec une **quantification des rejets de N₂O** aussi **imprécise**², l'urgence étant à l'amélioration des techniques de quantification des émissions agricoles de gaz à effet de serre. Dès lors, comment prétendre que le secteur agricole français représente 21 % des émissions françaises totales (43 % de ces émissions étant constituées de N₂O) ?

Un effet positif de l'agriculture sur le CO₂ par la photosynthèse

Pour la CR, il est indispensable de raisonner en bilan net, en particulier pour ce qui concerne les **contributions positives de l'agriculture**, comme l'absorption et le stockage du carbone, qui doivent être prises en compte.

D'après Arvalis, pour la culture d'un hectare de blé de 85 quintaux, il faut une énergie de 12 000 à 17 000 mégajoules. Mais une fois à maturité, cet **hectare de blé** équivaut à 180 000 mégajoules contenus dans le grain et la paille : **il restitue donc 10 à 15 fois plus d'énergie qu'il n'en a fallu pour le produire.**

Le bilan carbone est également positif puisque **l'hectare de blé capte 2 à 8 fois plus de CO₂ qu'il n'en a été émis pour le produire.**

De plus, 7,5 à 10 tonnes de paille et racines produisent 1,1 à 1,5 tonne d'humus stable dans le sol. Cela représente un stock de 450 à 600 kg de carbone, soit 1 650 à 2 200 kg équivalent CO₂ par hectare. On parle ainsi de « **puits de carbone** ». Pour les prairies, le stockage annuel est estimé à plus de 700 kg C/ha.

1 Source : ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

2 Dans l'Agra-presse du 23 février 2015, Claudine Foucherot, chargée de recherches à CDC Climat, devenu depuis Institute For Climate Economics (I4CE - initiative de la Caisse des Dépôts et de l'Agence Française de Développement), indiquait : « À titre d'exemple, nous avons plus de 100% d'incertitudes sur les émissions agricoles du protoxyde d'azote (N₂O) ».

Par ailleurs, il serait très intéressant de comparer les chiffres qui circulent avec des simulations sur d'autres usages possibles du sol.

La CR souhaite donc prendre du recul par rapport à la responsabilité de l'agriculture dans les émissions de gaz à effet de serre censées modifier ou « réchauffer » le climat , et surtout **à la volonté de lui imposer des mesures contraignantes de réduction de ces émissions**. Il convient en effet d'établir un constat le plus objectif possible afin de définir les véritables priorités pour agir, et en conséquence éviter de prendre des mesures inutiles, coûteuses et pénalisantes. **L'agriculture n'a pas à rougir de son bilan en termes de gaz à effet de serre**. Tous les autres secteurs, et en particulier le transport et l'industrie, ont un bilan fortement et constamment négatif. Or, **avons-nous d'autre choix que de nous nourrir pour vivre ?** Considérer des animaux (en l'occurrence, les bovins) comme un facteur d'émissions (méthane) contribuant à la dégradation du climat pose d'abord une sérieuse question philosophique ou éthique, la personne humaine étant dès lors elle-même facteur d'émission.

Quelle adaptation de l'agriculture aux évolutions climatiques ?

Sans aborder les causes du changement (le débat, plus vif dans le monde anglo-saxon que dans le monde francophone, ébrèche le « consensus » sur les causes liées à l'activité humaine, vu que le climat est aussi changeant par nature), il est scientifiquement démontré qu'**une augmentation du taux de CO₂ augmente la productivité des végétaux**. Le carbone de l'air absorbé par les plantes est photosynthétisé sous forme de sucres indispensables à leur croissance.

L'**adaptabilité de l'agriculture** à ce « réchauffement » ou changement ne peut donc être que bonne, à condition de bien mobiliser la **ressource en eau**. Il est dès lors ahurissant que la France ne mette pas en œuvre le conseil du GIEC consistant à **développer le stockage** de l'eau lorsqu'elle abonde et l'**irrigation**.

Pour la CR, l'urgence est à la diversification des assolements

La CR est convaincue que ce ne sera pas en augmentant les contraintes réglementaires en matière d'environnement, ni en conditionnant une partie croissante des aides directes (voir [Pac](#) et [Verdissement](#)) que l'agriculture pourra réduire ses émissions de GES. Le clé réside dans le **rééquilibrage des productions mais** certainement pas dans des réglementations répressives et stériles.

En effet, nous obtiendrions une **meilleure fixation du carbone en diversifiant les assolements** notamment par le développement des **cultures de protéagineux** comme la luzerne, en arrêtant de retourner les prairies pour y produire des céréales aux dépens des bovins allaitants qui voient leur viande concurrencée par les viandes blanches produites avec des céréales et du soja OGM importé. C'est là une vertu du projet agricole de la CR qui s'oppose à celui du système syndicalo-économique subi depuis les années 80 et orienté vers l'export !

Si parallèlement rien n'est fait pour **améliorer le revenu des agriculteurs** (en leur donnant les moyens d'investir) et mettre fin à la **concurrence au moins disant mondial** imposée par le libre-échange, ces mesures risquent, au contraire, d'avoir comme seul effet de **fragiliser inexorablement l'agriculture européenne**. Résultat, cela **profitera aux géants agricoles** tels que les États-Unis ou le Brésil qui continueront à pratiquer et développer une agriculture ultra-industrialisée dont l'Europe importera les produits, aggravant son **déficit alimentaire**, en particulier **en protéines végétales**. D'ailleurs, d'après les ONG, les cargos transportant les denrées mondialement échangées émettent bien plus de CO₂ et de particules fines que l'ensemble du parc automobile mondial !

Pour ces raisons, la CR estime que la première étape pour que l'agriculture redevienne une solution au dérèglement climatique est de **reconnaître l'exception agricole** (voir [Exception agricole](#)) et de réguler les marchés par pays ou ensemble régional (ex : UE), en **garantissant des prix rémunérateurs** ([voir Prix](#)) et en limitant ainsi les échanges internationaux au strict nécessaire.